

Bureau de dépôt Bruxelles X N° d'agréation P201042 Adresse de l'expéditeur:

## SOLIDARITÉ SOCIALISTE

# Alter Égaux





## Introduction

## Une aide au développement mondiale partiellement détournée vers la gestion des flux migratoires

Si globalement, on peut constater en 2016 une augmentation d'environ 9% de l'Aide Publique au Développement (APD) parmi les pays donateurs de l'OCDE, elle s'explique principalement par le montant de l'aide consacrée aux réfugiés dans les pays donneurs. Au vu du contexte international, et notamment du conflit syrien, 11 pays ont en effet affecté à la gestion des flux migratoires plus de 10% de leur APD. Mis à part ce facteur, l'APD provenant des 29 pays membres, loin de se rapprocher des 0,7% préconisés par l'ONU en 2000, a encore stagné aux alentours des 0,32% du revenu national brut (RNB) en 2016. Les données de 2016 montrent par ailleurs que l'aide bilatérale (de gouvernement à gouvernement) aux pays les moins avancés a diminué de 3,9% par rapport à 2015, et l'aide à l'Afrique, de 0,5%.

## Une aide belge amputée de ses moyens<sup>1</sup>

Au niveau belge, la quantité de l'APD est en diminution depuis 2010; elle a baissé de 123 millions d'euros entre 2014 et 2015 pour ne plus représenter que 0,42 % du RNB. Depuis 2015, le Gouvernement belge a opéré une série de coupes budgétaires qui ont représenté 150 millions d'euros dès 2015 et prévoient de se poursuivre jusqu'à 279 millions d'euros à l'horizon 2019. A ces montants, il faudra ajouter les réductions additionnelles décidées lors des conclaves budgétaires annuels. Ce fut le cas début 2017 où la coopération bilatérale indirecte s'est vue amputée de 17 millions d'euros. Il n'est pas exclu que ce scénario se répète pour les années à venir.

## La protection sociale trop peu prise en compte dans les politiques extérieures de la Belgique

La Belgique dans le cadre de développement post-2015 (ODD) a posé comme priorité la lutte contre les inégalités tant économiques que sociales, ainsi que la prise en compte du **Travail Décent**, en ce compris la **Protection sociale**, comme élément majeur et essentiel du développement humain durable. Au terme de la campagne «protection sociale pour tous » 2015-2016, promue par une série d'ONG et de mouvements sociaux, ces derniers relèvent malheureusement peu d'engagements concrets dans ce sens dans les politiques extérieures. Cependant, la promotion de la protection sociale au Sud comme au Nord a renforcé la collaboration avec les partenaires mutuellistes et syndicaux de Solidarité Socialiste. Un « Cadre Stratégique Commun Travail Décent » orientera notre futur programme commun, mis en œuvre à partir de 2017 avec nos partenaires directs FOS et IFSI². Avec les organisations partenaires Sud, Solidarité Socialiste continuera à articuler l'**Economie sociale et solidaire** à la protection sociale, dont elle constitue un levier potentiel.

## Droit international, Droits humains et Démocratie: à défendre partout et pour tous...

... Mais pour Solidarité Socialiste, avec un accent politique particulier sur l'Afrique Centrale, la Colombie, et la Palestine. Les préoccupations de nos partenaires sud, dans ces zones particulièrement sensibles, font l'objet d'un travail de plaidoyer relayé par Solidarité Socialiste vers les décideurs politiques au plan belge et international. Ce travail d'interpellation s'élabore au travers de plates-formes régionales et thématiques de plaidoyer, mais aussi via des collaborations soutenues avec certains mandataires PS ou d'autres composantes de notre mouvement. Dans toutes les zones où nous intervenons, nous soutenons plus que jamais la participation des organisations de la société civile à la définition des politiques publiques ainsi que les processus électoraux démocratiques. Le respect des dispositions du Droit International et la défense des Droits Humains restent également au cœur de notre action.

## Sommaire

2	Introduction
3	Carte du monde
4	Afrique Centrale (Republique Démocratique du Congo, Burundi)
7	Amérique Latine (Bolivie, Colombie)
10	Afrique du Nord et de l'Ouest (Burkina-Faso, Guinée Bissau, Sénégal, Maroc,)
15	Proche Orient (Palestine)
16	Mobilisation en Belgique
18	Finances
19	Instances et équipe

<sup>1</sup>Source: Rapport 2016 sur l'Aide belge au Développement du CNCD

<sup>2</sup>FOS: Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking - IFSI: Institut de Formation Syndicale Internationale de la FGTB-ABVV



**Solidarité Socialiste** est une organisation non gouvernementale de coopération au développement, créée en 1963 par l'Action commune socialiste (syndicat, mutualité, coopératives, parti,...). Elle entend contribuer à la construction d'un monde plus juste et plus démocratique. Sa stratégie pour combattre l'exclusion, les inégalités et renforcer les solidarités s'appuie sur le partenariat.

Actuellement, Solidarité Socialiste soutient l'action de 24 organisations partenaires dans 9 pays d'Afrique (Maroc, Sénégal, Guinée Bissau, Burkina Faso, Burundi et République Démocratique Congo), d'Amérique Latine (Bolivie et Colombie) et en Palestine.

L'ONG promeut le changement social au travers de la défense des droits économiques, sociaux et culturels, des droits humains, de la démocratie et du respect du Droit international. Les organisations et mouvements sociaux soutenus par

Solidarité Socialiste poussent les sociétés vers des rapports plus égalitaires grâce à une action collective. En leur offrant des possibilités de s'associer à d'autres; et à créer des réseaux. Ils peuvent ainsi peser davantage sur des décisions qui sont vitales pour la vie de millions d'hommes, de femmes et d'enfants au Nord et au Sud.

En Belgique, Solidarité Socialiste mène un travail d'information et de sensibilisation du public en partenariat avec d'autres organisations progressistes qui partagent ses valeurs politiques et philosophiques de solidarité et de justice sociale. Il s'agit notamment des mutualités Solidaris, du syndicat FGTB, de Multipharma, de P&V Assurances, d''associations d'éducation permanente comme les FPS et le CEPAG, entre autres. En matière de financement public, Solidarité Socialiste bénéficie de fonds octroyés par la Coopération Belge au développement, Wallonie-Bruxelles International, la région de Bruxelles-Capitale et la loterie nationale.



## **Afrique Centrale**

# RDC: un «glissement» en eaux stagnantes

L'année 2016 devait être celle de l'organisation des élections présidentielles et parlementaires, mais cela n'a pas été le cas, car les conditions requises n'étaient pas présentes. Ce «glissement» a été perçu par les partis d'opposition regroupés au sein du «Rassemblement» comme une volonté de la part du Président de se maintenir au pouvoir. S'est donc entamée au 31 décembre une période de transition avec la mise en place d'un gouvernement dont les principales missions sont l'organisation des élections et l'amélioration des conditions de vie des Congolais. Dans ce climat de tension politique, les libertés individuelles ont été réduites, les interpellations des acteurs de la société civile ont augmenté. La peur conséquente a amoindri la mobilisation à la base. Les actes de répression contre l'expression démocratique et la hausse de l'insécurité dans le pays, plus spécifiquement à l'Est de la RD Congo (massacre de Beni, Kasaï Central, insurrection des groupes armés) ont conduit la Belgique, la France et les Etats-Unis à appliquer des sanctions à l'encontre de dirigeants Congolais. L'absence de politique agricole et l'insécurité croissante à l'Est maintiennent les agriculteurs dans la pauvreté (pas d'entretien des routes donc pas de dessertes pour commercialiser leurs productions, pas d'accès à des intrants de qualité...). Sur le plan économique, la chute du cours mondial des matières premières a signifié moins de rentrées et donc une baisse du budget. La dépréciation du Franc congolais par rapport aux devises étrangères a augmenté les prix des denrées de base (majoritairement importées) sur le marché et fait baisser le pouvoir d'achat. La gratuité scolaire garantie par la Constitution n'étant pas respectée, le taux d'alphabétisation reste faible.

## Encourager la mobilisation citoyenne dans un contexte délicat

La divergence des points de vue en présence a mené à une scission au sein des populations et de la société civile qui en sort affaiblie. C'est pourquoi nos partenaires le CENADEP et le réseau PRODDES ont initié l'Observatoire de la Société Civile pour le Suivi du Dialogue (OSSD) qui se veut être un espace rassembleur et d'engagement citoyen. Le report des élections ayant influencé le calendrier des activités d'éducation à la citoyenneté, le travail des partenaires s'est recentré sur la sensibilisation à l'enrôlement dans le cadre de la révision du fichier électoral (nécessaire à la tenue du scrutin). Un plaidoyer relatif à l'application de la gratuité scolaire a été mis en place ainsi qu'un soutien à la mobilisation des comités de parents. Un autre plaidoyer a porté sur la réforme du secteur de l'énergie et de l'eau suite à la flambée des prix découlant de la libéralisation de ces secteurs. Les autres actions de mobilisation sont plus en lien avec les préoccupations locales (respect du Code de la route, assainissement, réparation d'infrastructures, ...).

### Soutenir l'agriculture familiale

La Confédération Nationale des Producteurs Agricoles du Congo (CONAPAC) est devenue l'interlocutrice de référence pour toutes les questions en lien avec l'agriculture familiale aussi bien vis-à-vis des autorités, des administrations que des bailleurs de fonds. Elle porte les dossiers de plaidoyer au niveau national. Les trois fédérations provinciales accompagnées par le CENADEP (à Kinshasa), le CRAFOP (à l'Équateur) et la plateforme Diobass (au Sud Kivu) ont poursuivi leur structuration ainsi que la formation et l'accompagnement des agriculteurs et des coopératives, avec une volonté constante d'intégrer les principes de l'économie sociale et solidaire.

### Faire émerger des mutuelles de santé

Avec le soutien financier des fédérations des Mutualités socialistes et de Solidaris International, trois mutuelles de santé la LONALO, la MUSAKI et la MUSAFYA ont reçu un accompagnement du CENADEP et du CRAFOP pour se structurer, mais elles doivent encore se renforcer et sensibiliser davantage la population au concept de prévoyance et à l'esprit mutualiste pour susciter des adhésions.

## Une mission d'observation avec des représentants de l'Action Commune

Du 20 au 31 mars 2016, Solidarité Socialiste a emmené deux députés fédéraux, deux représentants de la FGTB et deux représentantes d'antennes locales à la découverte du contexte congolais, des difficultés multiples et des enjeux complexes liés au processus démocratique, aux droits humains, à l'agriculture, à l'exploitation des minerais...

Cette mission, outre le fait d'avoir alimenté le travail des parlementaires, a été l'occasion de tourner un film intitulé « Des citoyens en marche », utilisé à partir de sa sortie (en décembre 2016) comme outil d'information et de mobilisation du public socialiste.

#### Ndjili, ceinture verte de Kinshasa

«Depuis que notre association est membre du Réseau des producteurs agricoles de Kinshasa, le ROPAFKI, nous bénéficions de son appui. Ainsi, par l'entraide entre les Unions qui en sont membres, nous avons rassemblé les fonds pour curer les canaux qui vont vers nos jardins maraîchers et creuser plusieurs puits. L'eau ne manque plus et nous produisons maintenant des légumes toute l'année »

Aimerence K, membre de la section des mamans du ROPAFKI





## Burundi: des avancées sociales sur fond de tensions politiques et économiques

La crise politique née en 2015 de la volonté du président Nkurunziza de briguer un troisième mandat continue de marquer négativement le pays. L'opposition et les leaders de la société civile qui contestent la légalité de son élection sont en exil. La communauté internationale ne parvient pas à impulser une sortie de crise, ni à imposer le désarmement des Imbonerakure, milice accusée de commettre de graves atteintes aux droits humains dans un climat d'impunité. Certains gouvernements et organisations internationales ont dès lors cessé leur collaboration avec le gouvernement burundais. Ceci a des incidences économiques importantes. Ainsi, le gel des aides bilatérales de la Belgique, de l'UE, des Pays Bas et des Etats-Unis a privé l'État de la moitié de son budget. S'en est suivie une crise des devises, entraînant des pénuries de produits importés, de même qu'une flambée des produits de première nécessité. La campagne café 2015-2016 a été désastreuse, notamment à cause des dégâts causés par les phénomènes climatiques El Niño et la Niña et de la tendance baissière des cours mondiaux du café.

En 2016, le nombre de Mutuelles de Santé des caféiculteurs a diminué suite à la relance de la Carte d'Assistance Médicale, presque gratuite et de ce fait impossible à concurrencer. Elles n'étaient plus que 19 (26 en 2015) et couvraient un peu plus de 30.000 bénéficiaires. Avec l'appui de nos partenaires ADISCO et la PAMUSAB, et le soutien financier des fédérations des Mutualités socialistes et de Solidaris International, ces mutuelles sont cependant devenues plus performantes et contribuent à améliorer les conditions socioéconomiques des ménages et la qualité des soins de santé.

En ce qui concerne les coopératives multifonctionnelles, l'année 2016 a marqué une avancée de leur autonomisation, que ce soit en développant leurs services de stockages (9), en achetant leurs intrants de manière groupée (9) mais aussi

en devenant «multi filières» (7), en multipliant leurs propres semences (4) ou en développant une activité de transformation. Leur faîtière, l'Union Haguruka a été mise sur pied et développe des services transversaux aux coopératives. La législation sur les coopératives est passée sous l'impulsion d'ADISCO qui a plaidé pour y intégrer les valeurs de l'économie sociale et solidaire. La Fédération Burundaise des Travailleurs de l'alimentation qui rassemble des syndicats du secteur agroalimentaire, avec le soutien de la centrale de l'alimentation FGTB-ABW HORVAL et du Fonds de l'Alimentation, a créé 9 points focaux provinciaux et mis en place 9 syndicats dans son secteur.

L'Université Populaire Haguruka est devenue une référence locale pour la formation des leaders des mutuelles et des coopératives. 5 nouveaux modules de formations ont été conçus en 2016, 13 sessions de formation ont été organisées et 4 nouvelles recherches-actions participatives ont débuté.

La Confédération Nationale des Associations des Caféiculteurs du Burundi, par son travail de plaidoyer a maintenu le blocage de la privatisation de la filière café encore en 2016. Elle informe de plus en plus en temps réel via les réseaux sociaux, les flux électroniques (sms-média) et l'application Tachata.

#### Une coopérative pour un meilleur produit et un salaire décent

«Je suis membre de la coopérative de Ruziba-Nyamakarabo de Mugina (CIBITOKE). Pour que notre manioc nous rapporte plus, nous le récoltons, nous le traitons et nous le séchons selon un protocole strict pour qu'il puisse être transformé dans le moulin de notre coopérative en une farine de qualité qui a été labellisée, la farine GASIMBO. Notre farine est vendue maintenant à Bujumbura dans le magasin de l'UHACOM dont notre coopérative est membre.»

Calimie N. Membre de la Coopérative

## Amérique Latine

# Bolivie: comment faire face à l'instabilité politique et sociale

En 2016, la popularité du président Evo Morales, au pouvoir depuis déjà 11 ans, est de plus en plus affaiblie. Le 21 février, il a soumis au peuple un référendum qui lui aurait permis de prolonger son mandat pour 2019-2025. Le non l'a emporté; seuls 3 départements sur un total de 9, ont voté oui. Au niveau social, plusieurs événements ont chamboulé la stabilité politique. On peut signaler notamment la marche réalisée par les personnes en situation d'handicap (aux alentours de 67.000 personnes mobilisées) et l'occupation de la Place de Murillo où siège le gouvernement national. Par ailleurs, la fermeture par le gouvernement de l'Entreprise Nationale de Textiles, qui a laissé près de 1000 travailleurs sans emploi, et la réduction des fonds destinés à des actions sociales due à une diminution des prix de matières premières ont provoqué l'indignation face aux politiques économiques de ce gouvernement.

## L'économie sociale et solidaire, levier de changement

En Bolivie, Solidarité Socialiste soutient 3 organisations locales, AYNI³, FINS et CIOEC⁴. L'objectif de ces organisations est de travailler avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire (municipalités, syndicats, réseaux et plateformes), afin de renforcer leurs capacités, augmenter leur présence dans le cadre des politiques publiques et faciliter la production et la commercialisation de leurs services ou produits.

À titre d'exemple, en 2016, le syndicat agricole des femmes «Bartolina Sisa» a obtenu des fonds de la municipalité d'Achoalla pour mettre en place 14 projets d'économie sociale et solidaire pour les organisations de femmes. Le fait de les intégrer dans le processus, de l'identification des projets à leur mise en place, a dynamisé le travail autour de la thématique du genre et a renforcé le rôle des femmes dans les instances de décision des différentes organisations. Pour le syndicat des femmes, cela leur a permis d'augmenter leur reconnaissance et de jouer un rôle important auprès des instances politiques locales.

Parmi les lignes de force de notre programme en Bolivie figure la mise à disposition de fonds complémentaires de la part des pouvoirs locaux pour soutenir davantage de projets d'économie sociale et solidaire. En tout, 54 expériences ont été appuyées dans les quatre municipalités. Le programme a permis de créer des initiatives porteuses de changement et d'aider les populations locales, malgré leur isolement géographique, à renforcer les liens avec les pouvoirs locaux et à créer des initiatives qui leur permettent de disposer de plus d'autonomie et d'augmenter considérablement leur qualité de vie.

Pour ce faire, Solidarité Socialiste se nourrit des expériences et de l'expertise de ses partenaires et crée des liens entre ses partenaires en Belgique et les organisations locales. En août 2016, une délégation de la centrale de l'alimentation ABVV-FGTB HORVAL s'est envolée vers la Bolivie pour découvrir les projets soutenus, échanger sur les expériences et les difficultés avec les syndicats locaux et poser les bases pour le futur programme en Bolivie qui sera appuyé par HORVAL et le Fonds de l'Alimentation.

#### La lutte de Beatriz Mamani pour la promotion syndicale de la femme

Cela fait environ 16 ans que Beatriz Mamani a commencé à travailler comme charcutière. « J'étais très jeune, je savais à peine ce que signifiait le travail syndical en tant que représentation organisée des ouvriers et des employés », explique-t-elle.

Grâce à l'action de certains syndicats comme Riberalta, situé dans le département du Beni, à l'est de la Bolivie, la participation des femmes a considérablement augmenté. «Nous avons commencé à comprendre des termes tels que le patriarcat et le sexisme», nous confie Beatriz qui est arrivée il y a quatre ans, en 2013, au service de la Promotion Syndicale de la Femme dans la Confédération Générale des Travailleurs en Usine. Elle est la seule femme parmi les 25 leaders masculins de l'un des syndicats les plus influents dans le mouvement ouvrier bolivien. «Ce fut une expérience très intéressante. Il est important de souligner que le soutien de Solidarité Socialiste nous a permis de mieux faire face aux défis et de renforcer la participation des femmes dans les différentes fédérations du pays.»

 <sup>3</sup> Association Civile AYNI (Ayni: langues Quechua, est une forme traditionnelle d'aide mutuel).
<sup>4</sup> CIOEC: Coordinadora de Integración de Organizaciones Económicas Campesinas, Indígenas y Originarias de Bolivia





# Colombie: le chemin vers la paix parsemé d'obstacles

L'année 2016 a été une année phare pour la Colombie. En septembre 2016, le président colombien Juan Manuel Santos a rencontré le dirigeant de la guérilla marxiste des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), Timoleon Jimenez, à La Havane. Plusieurs mois de négociations ont abouti à une première proposition d'Accord, soumise au peuple colombien en octobre à travers un référendum. Malheureusement, le non l'a largement emporté, avec un taux d'absentéisme particulièrement important.

Quelques semaines plus tard, une page de l'histoire de la Colombie se tournait: le gouvernement du Président Santos et les FARC signaient un Accord de paix qui entend mettre fin à plus de 50 années de conflit. Les efforts en faveur du processus de paix du Président ont été salués par la communauté internationale et récompensés par la remise du Prix Nobel de la Paix.

Malgré les déclarations de bonnes intentions gouvernementales en ce qui concerne la restitution des terres et les accords de paix, la présence des groupes paramilitaires et la force politique des partis traditionnels liés aux grands intérêts économiques continuent à freiner considérablement le processus. Sur le terrain, la situation a peu changé: les communautés continuent à être menacées et ont beaucoup de difficultés à récupérer leurs terres malgré les décisions juridiques.

## Deux champs d'action: l'Economie solidaire et les droits humains

En Colombie, Solidarité Socialiste soutient deux organisations, ATI (Association de Travail Interdisciplinaire) à Bogota et l'IPC (Institut Populaire de Formation) à Medellín, qui, à leur tour, appuient des associations locales.

ATI a particulièrement mit l'accent sur le développement d'initiatives d'économie sociale et solidaire. Elle a, à titre d'exemple, appuyé le collectif des paysannes d'Ubaque « Semence de Paix et Vie », en proposant des formations et en favorisant leur participation à des marchés alternatifs, locaux et régionaux pour la commercialisation directe de leurs produits. Elles sont arrivées, au terme de trois années de travail, à bénéficier de plus d'autonomie et de perspectives à long terme.

Le travail de l'IPC s'articule surtout autour de l'accompagnement des victimes des conflits, notamment dans le cadre du processus de réclamation de leurs terres. Dans la région d'Uraba, il a mis en place, en collaboration avec l'organisation locale «Terre et Paix» et avec l'appui financier de Solidarité Socialiste, une formation à laquelle participent en moyenne chaque année 60 leaders des différentes communautés et organisations de victimes, en partenariat avec l'Université d'Antioquia, le gouvernement national et la municipalité d'Apartado. Cette méthodologie a permis de former 500 leaders qui connaissent et utilisent les voies juridiques et administratives pour réclamer la restitution de leurs terres.

Au niveau politique (tant régional que national), les deux organisations appuient des réseaux tels que REDEPAZ (Réseau National d'Initiatives Citoyennes pour la paix et contre la Guerre), qui interpellent les pouvoirs publics, notamment en ce qui concerne la restitution des terres. En 2016, REDEPAZ a élaboré 5 propositions pour les présenter à la table de négociations entre les FARC et le gouvernement en incluant entre autres la question de la sécurité des réclamants de terres qui reviennent sur leurs territoires.



## Une mission parlementaire sur la question des accaparements de terres

Du 29 octobre au 5 novembre 2016 une délégation de la Coordination Belge pour la Colombie, composée notamment de trois députées belges, Gwenaëlle Grovonius (PS), Olga Zrihen (PS) et Hélène Ryckmans (Ecolo), d'une députée autrichienne, Petra Bayr (PSD) et d'une eurodéputée espagnole Tania Gonzalez Peñas (MEP GUE/NGL group s'est envolée vers la Colombie pour une mission d'information, encadrée par Solidarité Socialiste; Broederlijk Delen et des organisations colombiennes qu'ils appuient.

L'objectif de cette mission était d'informer et sensibiliser les participants sur l'importance et la complexité de la thématique de la terre dans la construction d'une paix durable en Colombie, avec un accent particulier sur les responsabilités des institutions de l'UE et des gouvernements nationaux. Plusieurs rencontres de terrain ont été organisées. Dans la région de Uraba, l'une des plus touchées par le phénomène de l'accaparement des terres, les parlementaires ont eu l'occasion de se réunir avec des agriculteurs de la région et des leaders afro-colombiens, d'écouter leurs témoignages et échanger avec eux. La délégation a également rencontré des décideurs politiques, au niveau national et local. Une rencontre a eu lieu à l'Unité pour les victimes, service national décentralisé chargé de la restitution des terres et de la réparation des victimes, où les parlementaires ont notamment interrogé la directrice sur l'efficacité de ce service. Enfin, elles se sont rendues à la représentation de l'Union Européenne afin de discuter de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Colombie.

Suite à la mission, de nombreuses actons de plaidoyer et de sensibilisation ont été organisées ou programmées par les différentes parlementaires qui avaient intégré la mission, que ce soit au plan européen, fédéral ou wallon. Une résolution qui abordera la question des accaparements de terre, des Droits humains et du processus de Paix, en lien avec la ratification du Traité de Libre Commerce UE-Colombie est en cours de préparation et devrait aboutir en 2017. À suivre ...

## Donner les clés aux victimes du conflit pour qu'elles puissent défendre leurs droits

« Je m'appelle Diana Carolina Mestra Tordecilla, mère et chef de famille. En 2016, j'ai suivi une formation appuyée par l'IPC et l'Association Terre et Paix à Apartadó. Au cours de cette expérience, j'ai eu l'opportunité de rencontrer des personnes très importantes à mes yeux et j'ai enfin mieux compris le conflit qu'a vécu notre pays.

Un jour, j'ai été invitée à une réunion de l'association Terre et Paix. Il s'agit d'une organisation particulièrement importante pour notre région qui, grâce au soutien de l'IPC et de Solidarité Socialiste, accompagne et forme les populations d'Uraba. Je suis très reconnaissante d'avoir été prise en compte et d'avoir participé à la défense de nos droits en tant que personnes déplacées et réclamants des terres.»



# Afrique de l'Ouest et du Nord

## Burkina Faso: un appui de qualité au secteur rural et mutuelliste

Le climat d'insécurité et d'inquiétude déjà présent dans le pays suite à la tentative de coup d'Etat de 2015 s'est encore aggravé avec l'attentat du 15 janvier 2016 revendiqué par AQMI qui a causé 30 morts. Le Plan National de Développement Économique et Social 2016 - 2020, adopté en mars, faisant référence au travail décent et à la protection sociale, est un levier de plaidoyer important pour faire avancer la mise en œuvre de l'Assurance Maladie Universelle ou pour travailler sur un cadre législatif pour l'économie sociale et solidaire. La gratuité des soins pour les femmes enceintes et les enfants de 0 à 5 ans a handicapé la démarche des mutuelles de base par la cessation des cotisations et la confusion qu'elle a engendrée. En outre, cela a entravé la qualité des services sanitaires et entraîné une hausse des prix des médicaments pour les enfants de plus de cinq ans. En ce qui concerne les entreprises du secteur rural, la mise en application de la nouvelle loi (l'acte uniforme de l'OHADA) pose un problème aux organisations paysannes et aux associations de transformatrices et restauratrices qui devront revoir leurs textes fondamentaux et apporter un capital important.

## L'extension de la protection sociale et de l'économie sociale et solidaire

Notre partenaire burkinabè est l'Association Songui Manégré - Aide au Développement (ASMADE), active dans différents domaines où elle parvient à renforcer les structures et dynamiques en place.

Dans le secteur agricole, elle accompagne notamment la Fédération des Groupements de Producteurs du Nayala qui a aidé 243 femmes et 517 jeunes à obtenir des terres et augmenter leur production. Un suivi de la qualité de 7 produits a permis d'obtenir la mention «suivi par le Laboratoire National de Santé Publique». 5 prix ont été décernés aux associations, témoignant de leur capacité d'innovation. D'autre

part, l'appropriation des valeurs de l'économie sociale et solidaire par les associations de productrices et de transformatrices est devenue systématique.

ASMADE a renforcé son expertise sur ces aspects d'économie sociale et solidaire et a induit une dynamique de plaidoyer auprès du SPONG afin de porter ces questions au niveau national.

Au niveau des mutuelles, ASMADE a poursuivi son soutien pour leur permettre d'élargir l'offre des soins et d'obtenir un soutien des autorités locales. Elle a également appuyé la digitalisation des données de l'ensemble des mutuelles via un logiciel informatique performant. En 2016, une mission d'HORVAL a permis d'identifier de nouveaux futurs partenaires liés au secteur de l'Horeca qui seront appuyés par HORVAL et le Fonds de l'Alimentation pour le programme 2017-2021.

Enfin, en août 2016, Juliette Compaoré - secrétaire exécutive de l'ONG ASMADE - a participé, dans le cadre du Forum Social Mondial de Montréal, à la journée de visite d'initiatives d'économie sociale et solidaire locales organisée par Solidarité Socialiste. Cette journée lui a permis non seulement de rencontrer des membres de la FGTB et d'échanger avec eux, mais également de s'inspirer des différents projets visités et de s'envoler pour le Burkina avec nouvelles idées pour le projet ferme-école d'ASMADE.

Les 25 et 26 novembre, ATY organisait la 10° édition de la Journée des Producteurs du Kourwéogo (JPK) sur le thème : «Application des nouvelles technologies pour faire face aux effets des changements climatiques ». Une occasion pour interpeller les acteurs du monde rural sur la protection de l'environnement. Le concours du meilleur producteur a connu un grand engouement : 150 candidats inscrits! Le jury a examiné les différentes productions durant trois mois avant de délibérer et de récompenser 53 producteurs.

«Lors des dernières Journées des Producteurs du Kourwéogo, les membres, ainsi que d'autres ressortissants de Boussé, ont contribué à hauteur d'environ un million de FCFA en nature pour l'organisation de l'évènement. Dans la région, si tu dis que tu viens de ATY, tu sens que les gens veulent te voir! Avant, c'était nous qui allions voir les autorités pour qu'ils participent à nos journées, maintenant ce sont eux qui viennent nous trouver pour savoir comment ils peuvent nous appuyer!» soulève Madi Sawadogo, président de ATY.

## Guinée-Bissau: difficile de sortir de la crise après la guerre civile

L'élection de José Mário Vaz en mai 2014 avait marqué un retour progressif à l'ordre constitutionnel dans cette ex-colonie portugaise d'Afrique de l'Ouest jusqu'alors en proie à une instabilité chronique, avec des tentatives de coup d'Etat militaires à répétition. On y constate régulièrement de graves atteintes aux droits humains fondamentaux notamment à l'encontre des femmes et des producteurs ruraux.

Dans le même temps, la situation socio-économique du pays est catastrophique. Les ressources naturelles bien qu'existantes (noix de cajou, pétrole, minerais) restent largement sous-exploitées et la corruption généralisée bride le développement du pays, qui est l'un des plus pauvres au classement mondial de l'IDH.

## Une collaboration se termine, mais de nouveaux projets sont en route

Les organisations partenaires de Solidarité Socialiste en Guinée Bissau (AD, ADIM, UPCA-GNB, AVACOG, RADEL, UAC, RAMOB, APALCOF, la Table des partenaires de l'ECOSOL et le CNCR) constituent un réseau coordonné par le PROCIVICUS. Au terme de ce programme et de la collaboration avec Solidarité Socialiste, la Centrale Générale de la FGTB-ABVV et de Co-Valent, il est clair que ces organisations ont renforcé leurs capacités institutionnelles et techniques ainsi que leur maîtrise du concept et de la mise en pratique d'initiatives d'économie sociale et solidaire et sont à présent en mesure de réaliser leur mission d'accompagnement et de renforcement des populations bénéficiaires de l'action. Le PROCIVICUS a d'ailleurs eu à cœur de capitaliser les expériences du programme appuyé par Solidarité Socialiste ces dernières années au travers d'un film documentaire qui recense les nombreuses initiatives d'économie sociale et solidaire qui se sont développées avec succès. Outre un outil de vulgarisation et d'illustration du concept, ce documentaire pourra constituer, le cas échéant, une carte de

visite auprès de futurs bailleurs de fonds pour témoigner du remarquable travail accompli. Au cours de l'année écoulée, beaucoup d'énergie a été dédiée à la recherche de nouveaux financements pour le futur, mais aussi autour d'un beau projet, porté par l'ensemble des partenaires: la création d'un centre d'Economie Sociale et Solidaire qui bénéficierait à l'avenir à tous les acteurs guinéens de ce secteur. Solidarité Socialiste leur souhaite bien sûr tous les succès possibles dans cette nouvelle entreprise.

#### « Travail, tradition et vie d'un peuple »

Du 18 au 20 février 2016 s'est déroulé l'Agrifest, le tout premier Festival National de l'agriculture et de l'économie sociale et solidaire en Guinée Bissau! Porté par notre partenaire, le PROCIVICUS, et en collaboration avec une ONG italienne présente sur place, LVIA, cet événement a rassemblé sur 3 jours pas moins de 1000 personnes autour d'une marche, d'expositions de produits agricoles et artisanaux et de tables rondes.

L'Agrifest entendait mobiliser les agriculteurs ainsi que les producteurs ruraux et urbains pour une meilleure visibilité de leurs initiatives en matière d'économie sociale et solidaire, pour interpeller les politiques, mais aussi, et surtout, pour créer un espace d'échanges d'opinions et d'expériences entre eux

C'est ainsi qu'à 15h, le 18 février 2016, des groupements d'agriculteurs et des membres d'associations diverses ont marché ensemble dans les rues de Bissau, accompagnés de danseurs et de musiciens, pour s'arrêter dans le grand parc situé en face de la Chambre Municipale de Bissau. Les deux autres journées ont été consacrées à la rencontre, aux échanges et à divers débats sur l'importance de l'agriculture dans l'espace socio-environnemental, sur les traditions solidaires entre agriculteurs et sur la place de l'économie sociale et solidaire en Guinée-Bissau. Cet événement a permis à nos partenaires, non seulement de donner ensemble une belle visibilité à leurs activités, mais aussi d'attirer l'attention d'acteurs politiques importants comme la Chambre Municipale de Bissau et le Ministère de l'Agriculture sur les potentialités de cette nouvelle dynamique.





# Sénégal: une société civile impliquée dans le changement

En 2016, le Sénégal continue de rester un modèle de stabilité et de démocratie en Afrique de l'Ouest. Le Président Macky Sall, devenu le Président du Comité d'orientation des chefs d'Etat du NEPAD<sup>5</sup>, permet désormais au Sénégal l'accès aux enceintes internationales du G8 et du G20, mais aussi à celles des « Brics<sup>6</sup>».

Cependant, en 2016, selon le dernier rapport de la Banque Mondiale, le taux de pauvreté au Sénégal atteint encore les 46,7 %, ce qui équivaut à 6,3 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. Sur le plan de la santé, de nombreux défis restent aussi à relever, toutefois des changements portés par certains facteurs favorables, dont la contractualisation progressive des gestionnaires des mutuelles, ont permis d'étendre la protection sociale vers un plus grand nombre.

En matière d'agriculture familiale, en 2016, les décideurs politiques ont mis en place des «Cadres Locaux d'Appui et d'Accompagnement de Proximité des exploitations familiales» qui rassemblent les autorités administratives, les services techniques concernés et les paysans, constituant ainsi des espaces privilégiés d'interpellation et de revendication politique pour les agriculteurs et les producteurs locaux.

## Une collaboration se termine, mais de nouveaux projets sont en route

L'année 2016 a permis de poursuivre la professionnalisation des organisations partenaires de Solidarité Socialiste au Sénégal: GREEN, OYOFAL PAJ, APROFES et la FONGS. Ils ont gagné en visibilité, en expertise et en crédibilité, et ce, aussi bien auprès de leurs communautés qu'auprès des décideurs locaux et nationaux. Ils maîtrisent notamment mieux les outils de gestion administrative et financière.

La FONGS se positionne désormais en acteur incontournable pour le suivi et l'accompagnement des exploitations familiales; GREEN comme acteur de référence dans le domaine de l'Economie Sociale et Solidaire et de l'environnement; l'APROFES a développé une expertise en matière d'égalité femmes/hommes et Oyofal Paj, qui bénéficie de l'appui des fédérations des Mutualités socialistes et de Solidaris International, est devenue une structure reconnue en matière d'accompagnement des mutuelles de santé.

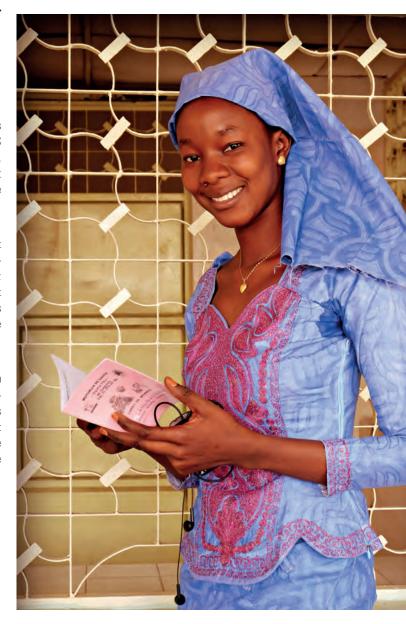
Autre succès à relever au terme du programme 2014-2016: l'organisation d'échanges internationaux de bonnes pratiques avec les autres partenaires appuyés par Solidarité Socialiste, tel que celui organisé en 2016 entre partenaires sénégalais, marocains et burkinabés autour du thème de l'économie sociale et solidaire. Par ailleurs, des progrès sensibles sont aussi à noter en matière de représentation des femmes dans les instances des associations et du nombre de jeunes membres des structures accompagnées.

#### « Couverture maladie des secteurs informel et rural, nous assurons! »

En décembre 2016, le réseau des mutuelles Oyofal Paj a organisé, avec d'autres associations mutuellistes, les journées nationales de la mutualité à Kaolack et Nioro du Rip.

Cet évènement de deux jours visait notamment à sensibiliser les populations sur la Couverture Maladie Universelle (CMU) et aussi à organiser divers ateliers thématiques autour de ce thème, de la qualité de l'offre de soins, du rôle des collectivités locales et la contribution des mutuelles dans le financement de la santé. La première journée a d'ailleurs été présidée par le directeur du Cabinet du Ministère de la Santé. La seconde a permis la participation massive de mutualistes venus de toutes les régions du Sénégal et a été rythmée par des chants et des représentations théâtrales de sensibilisation à la santé et à la CMU.

Dans leurs discours finaux, les responsables départementaux ont salué la mobilisation des mutualistes et ont exhorté les populations à adhérer aux mutuelles de santé. Le maire de Nioro du Rip s'est engagé au nom de son Conseil municipal et de ses pairs maires à appuyer les mutuelles de santé de tout leur département.



<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> NEPAD : Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> BRICS: Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud



## Maroc: De nombreux défis sociaux et démocratiques à relever

Le « printemps marocain » de février 2011 a été suivi d'une réforme constitutionnelle impulsée par la monarchie, et par le bourgeonnement de groupes porteurs de revendications populaires.

Malgré cet élargissement des mouvements sociaux, le dialogue social attendu reste difficile. L'expansion du secteur privé, tourné vers les investissements étrangers, se concentre principalement dans les zones urbaines et sur la côte et s'opère au détriment du secteur public. Le taux de chômage, surtout parmi les jeunes, ne cesse d'augmenter tandis que le taux de scolarisation, notamment des filles, reste très faible. La précarité des politiques de santé ne permet pas de répondre aux besoins de la population. La majorité ne dispose d'aucun système de protection sociale. Les violations en matière de droits humains restent préoccupantes. Les abus de pouvoir sont fréquents. Le Maroc a signé de nombreuses conventions internationales, mais l'État de droit n'est pas encore une réalité.

#### Economie solidaire...

Dans ce contexte, les 37 associations de 6 quartiers soutenues par les partenaires de Solidarité Socialiste dans le Grand Casablanca, avec l'appui financier de P&V, ont mis en œuvre des projets de quartier sur base des revendications des citoyens dans les domaines de la santé, la jeunesse, l'éducation, l'économie sociale et solidaire, l'égalité et l'équité des chances, l'environnement, l'accès aux services publics. Les initiatives d'économie sociale et solidaire développées ont permis la création de 51 emplois rémunérés, et la formation de 395 femmes et jeunes filles et 15 jeunes hommes.

#### ... et démocratie participative locale

5 dynamiques de quartier ont interpellé les acteurs publics et politiques locaux, en particulier le Conseil municipal de Casablanca. Elles revendiquent l'implication de la société civile dans les décisions publiques, l'approche genre et jeunesse dans les politiques locales, ainsi que l'accès pour tous aux infrastructures et services sociaux, culturels et sportifs dans les quartiers. Avec l'appui des partenaires AFAQ (Association de Femmes) et AJR (Association de jeunes), 10 comités de quartier « équité et égalité des chances » et de 5 comités « jeunes » suivent les politiques municipales. Plus que tissé, le réseau résultant est « crocheté ». Les acteurs de la société civile démocratique, nœuds de ce réseau, interagissent au niveau local, convergent vers l'espace régional, et rebouclent vers les dynamiques locales en les alimentant. Relevons également l'implication des organisations partenaires de Solidarité Socialiste, dans la préparation de la Conférence climatique COP 22 qui s'est tenue en novembre à Marrakech.

#### L'économie sociale et solidaire : une nouvelle forme de citoyenneté

«En 2007, j'ai quitté le lycée sans avoir terminé mes études. J'ai alors travaillé dans un hôtel où les horaires sont vite devenus de plus en plus longs. Il m'arrivait souvent de rentrer vers minuit après avoir pris deux bus. Un jour, j'ai vu l'enseigne de l'Association Hakama. Je suis entrée pour me renseigner, et dès le lendemain je commençais à suivre les cours (coupe, couture et céramique). Au bout de deux ans, j'ai obtenu un diplôme reconnu officiellement. De simple bénéficiaire, j'ai fini par devenir membre du Bureau de l'association qui, aujourd'hui est en train de devenir une coopérative. Nous sommes cinq femmes à y participer. La répartition des bénéfices et la participation se font sur une base égalitaire comme le stipule notre charte. L'économie sociale et solidaire? C'est une belle idée qui permet à l'être humain d'être acteur dans la société tout en faisant de l'économique. Avant, les associations organisaient surtout des réunions et des festivals. Mais en investissant le domaine de l'économie solidaire, elles sont devenues plus influentes. L'économie sociale et solidaire rajeunit la réflexion. » Témoignage de Khadija Haram (Sidi Bernoussi- Casablanca)

## **Proche Orient**

Palestine: au cœur d'un contexte sociopolitique qui se détériore, les femmes s'engagent et les jeunes se mobilisent

2016 n'a pas vu d'avancée sur la scène politique palestinienne, qu'il s'agisse de la situation interne ou des relations avec les autorités israéliennes. Pire encore, celles-ci se sont dégradées. En effet, les tensions entre le Hamas et le Fatah ont continué à prévaloir sur les aspirations à l'unité, ce qui a mis à mal le gouvernement d'Union mis en place en juin 2014; en outre le Hamas a maintenu un contrôle sans partage de la Bande de Gaza. Enfin, alors que le Premier Ministre palestinien avait annoncé l'organisation d'élections municipales le 8 octobre, la Haute Cour de Justice palestinienne a finalement décidé de les reporter au motif d'une impossibilité d'y participer pour les Palestiniens de Jérusalem-Est et de l'« illégalité » des cours locales de Gaza.

#### Un mouvement est né

Au terme de ce programme 2016, un mouvement social de jeunes s'est développé et a touché près de 60.000 jeunes. Il a influé certaines politiques qui concernent les jeunes, aux niveaux local et national. Il a surtout élaboré son propre manifeste, fruit d'un échange entre jeunes issus de régions et de milieux socioculturels différents, sur base duquel ils ont mené, à partir de 2016, des interpellations de représentants politiques notamment par rapport aux problématiques de l'unité palestinienne, de l'identité, des libertés fondamentales, de la justice sociale et du boycott. Les échanges entre clubs de jeunes, y compris entre Gaza et la Cisjordanie, se sont considérablement développés. La majorité des clubs de jeunes participent désormais à des activités menées conjointement avec d'autres organisations. Signe de

cette évolution, pas moins de 15 visites d'échange entre clubs ont été organisées au cours de l'année, dont deux entre la Cisjordanie et Gaza! Ce succès est également le fruit d'un meilleur équilibre homme-femme tant dans les activités qu'au niveau de la coordination des clubs: 9 des 15 clubs soutenus par Solidarité Socialiste sont désormais dirigés par des femmes.

#### À Gaza aussi

À Gaza, à force de rencontres et d'interpellations du Ministère de la Jeunesse, les organisations de jeunesse ont obtenu la généralisation progressive de l'initiative de Jabalia (la création d'un Conseil Municipal de la Jeunesse) à l'ensemble de la Bande de Gaza. Plus généralement, la crédibilité et la notoriété du programme soutenu en Palestine, ont permis aux jeunes d'inviter des responsables politiques à échanger avec eux sur la situation politique palestinienne. C'est notamment cela qui a donné envie à 15 jeunes de se présenter sur les listes des élections municipales, malheureusement reportées.

#### « Ne reste pas silencieuse! »

Suite à la réception de nombreuses plaintes de jeunes femmes de Jénine pour harcèlement sexuel au travail, l'association PECWO (Palestinian Entrepreneurship and Creativity Women's Association) a décidé de lancer la campagne «Do not shut up!», autrement dit «Ne reste pas silencieuse!». Jénine étant une ville conservatrice, l'association a initialement fait face à l'opposition d'une partie de la communauté qui niait l'existence du problème. Les femmes de l'association ont distribué et recueilli les réponses à un questionnaire anonyme. Elles ont ensuite rendu visite à des femmes sur leur lieu de travail pour leur exprimer leur soutien et ont commencé à placarder des affiches à Jénine. Ensuite, elles ont lancé une opération de communication sur les réseaux sociaux. La campagne a fait le buzz! L'association a fini par rencontrer le Ministre de la Justice en personne pour l'exhorter à amender la loi sur le harcèlement. L'action s'est clôturée par une exposition artistique dénonçant le harcèlement, en présence du gouverneur de Jénine, du maire, du Ministre de la Justice et de nombreux employeurs.





## Mobilisation

# Donner, un geste essentiel pour la solidarité

Sans réseau de donateurs, institutionnels ou individuels, nous ne pourrions mettre sur pied des programmes d'appui à nos partenaires et à leurs projets dans le Sud. Les fonds propres que nos donateurs nous apportent nous permettent en effet de bénéficier du cofinancement de la coopération belge (DGD) et de mener aussi des projets spécifiques.

En 2016, nous devions réunir 869.409,12 € pour le cofinancement de notre programme DGD et de nos projets. Ce montant a pu être mobilisé grâce à nos donateurs. Les fidéliser et surtout en mobiliser davantage reste un défi permanent pour Solidarité Socialiste pour garantir la pérennité de sa structure et la durabilité de ses actions.

La récolte de fonds qui a pour public les militants du Parti Socialiste et leurs organisations au niveau local (ligues, sections, Unions Socialistes Communales) s'est poursuivie en 2016. Elle s'appuie sur le principe selon lequel le donateur est un acteur à part entière dans sa relation à l'ONG qu'il appuie, et qui détermine le don individuel comme un acte d'engagement. En 2016, le travail consistait encore essentiellement en la présentation de Solidarité Socialiste devant les militants socialistes, à différents niveaux (assemblée générale communale, assemblée générale cantonale, distribution et relations publiques au cours de divers événements organisés par le PS à l'échelon local). Au total, le chargé de récolte de fonds a participé cette année à plus d'une trentaine d'événements et de rencontres. En 2016, quelque 320 donateurs individuels nous ont appuyés pour un montant total de 33.920,99 €. Cette récolte de fonds fait partie d'un ensemble plus vaste de recherche coordonnée de financements qui englobe d'autres publics et d'autres stratégies de contact et de communication.

#### La mouvance socialiste

Par rapport à l'ensemble des fonds qui doivent être mobilisés chaque année par Solidarité Socialiste à savoir 1.830.555,28 € pour couvrir ses activités et son fonc-

tionnement, les différents piliers de la mouvance socialiste contribuent à hauteur de 562.701,73 €. Il s'agit des Groupes Parlementaires PS, de FONSOC, de la FGTB (HORVAL, Centrale Générale, CEPAG), des Mutualités Socialistes (UNMS, fédérations des mutualités socialistes : Mons Wallonie Picarde, Centre-Soignies-Charleroi, Brabant Wallon, CHWAP I) et de P&V.

#### Le 1er mai

En 2016, comme chaque année, toute l'équipe de Solidarité Socialiste était mobilisée pour le 1er mai. La FGTB Bruxelles lui avait à nouveau confié la tenue d'un des bars principaux au bénéfice de ses projets. Solidarité Socialiste était également présente à la fête du travail sur la place Saint-Paul à Liège organisée par la FGTB de Liège. 1.701,35 € ont pu être récoltés à l'occasion de ces Premiers Mai!

#### Cartes de vœux

En fin d'année, la vente des cartes de vœux au bénéfice des projets de Solidarité Socialiste a permis de récolter 2.102 €.

#### Opération 11.11.11 pour une protection sociale pour tous

Solidarité Socialiste participe chaque année à l'Opération 11.11.11, campagne de récolte de fonds et de sensibilisation du CNCD-11.11.11. La campagne de deux ans qui s'est achevée s'intitulait « Protection Sociale pour tous », une thématique centrale pour Solidarité Socialiste et les mouvements sociaux qui soutiennent notre ONG. Toute l'équipe s'est mobilisée aux côtés de nombreux bénévoles, que ce soit aux sorties des magasins, ou au sein d'organisations de notre mouvance (PS, UNMS, cabinets), pour vendre les produits de la Campagne. Grâce à cette participation, 79.297 € ont été attribués à Solidarité Socialiste et au CEPAG pour soutenir nos programmes au Burkina Faso et au Sénégal. Nous remercions en particulier la FGTB Wallonne et la FGTB de Liège pour leur investissement et leur soutien.

#### **Running For Palestine!**

Running for Palestine 2016, ce sont 37 coureuses et coureurs qui ont participé aux 20 km de Bruxelles en solidarité avec nos jeunes partenaires palestiniens. Leurs efforts ont permis de réunir des parrainages pour un montant de 1.180 €.



## Supports de communication

Solidarité Socialiste a diffusé en 2016 différents supports de communication. Ainsi, vous avez reçu quatre **Alter Egaux**, distribués par voie postale et lors d'évènements phares, à environ 1.200 exemplaires. **Le Croco**, notre newsletter électronique (environ 1.650 destinataires), vous a informé sur l'actualité internationale, les enjeux Nord Sud et la mondialisation, en lien avec les pays ou les thématiques sur lesquels nous travaillons, et à l'actualité de nos partenaires Sud, et Nord. Enfin, vous avez également dû recevoir 18 **communiqués de presse** en 2016, destinés à vous informer sur l'actualité directement liée à nos partenaires, à communiquer sur des prises de position de Solidarité Socialiste et à interpeller tant les médias que les décideurs politiques. Tous ces supports se retrouvent sur le **site internet** de l'organisation www.solsoc.be.

## Événements

Solidarité Socialiste a participé à plusieurs événements où elle a tenu des stands pour sensibiliser le public sur les différentes thématiques sur lesquelles elle travaille.

- Au festival des Solidarités à Namur, elle a mis en avant la campagne du CNCD-11.11.11 pour une protection sociale pour tous.
- Le 17 septembre, c'est à Manifiesta qu'elle a présenté, aux côtés de l'ABVV-FGTB HORVAL, les projets appuyés par la centrale au Burundi.
- Elle a également participé, les 1 et 12 décembre, aux congrès de HORVAL et de la Centrale Générale, où elle a tenu un stand avec FOS.
- Enfin, son exposition photo «Sans terre, sans droits: les creuseurs du Katanga» a été mise en avant lors de plusieurs événements notamment au Parlement fédéral, à la CTB et à la Région de Bruxelles Capitale.



## **Finances**

## 1) Coûts de la structure de Solsoc en 2016: 961.146,16 €

## 2) Structure des coûts du programme DGD en 2016

Programme partenariat Sud	4.380.886,40 €
Action politique et éducative	453.344,05 €
Couts de Gestion	381.198,54 €
Frais de structure	167.623,35 €
TOTAL	5.383.052,34 €

Coût de gestion : Coûts directs d'encadrements du programme (suivi, évaluation, ...); Frais de structure : Frais généraux de Solidarité Socialiste pour mettre en œuvre ses stratégies y compris le programme.

## 3) Structure des coûts des autres projets et programmes en 2016

Intervention Sud	282 333,99 €
Couts de Gestion	10 567,72 €
Frais de structure	10 831,19 €
TOTAL	303 732,90 €

## 4) Fonds mobilisés par Solsoc en 2016 pour le cofinancement des programmes et des projets: 931 040,78 €

Actiris (salaires)	313.323,82 €
Centrale HORVAL (fonds de l'alimentation)	120.700,89 €
Centrale Générale FGTB (Co-valent)	67.500,00 €
WBI cofinancement	61.470,00 €
Loterie nationale	46.834,00 €
Fédérations mutuelles	44.166,94 €
Solidaris international	43.629,35 €
CNCD SolSoc	41.740,00 €
CEPAG 11.11.11	37.576,00 €
Dons Solsoc	33.920,99 €
Fonds propres divers	31.278,79 €
P&V	30.000,00 €
CHWAPI	25.000,00 €
UNMS	25.000,00 €
FWB Cabinet	5.900,00 €
Province Brabant	3.000,00 €
TOTAL	931 040,78€





## Instances et équipe

#### L'Assemblée Générale

Elle est composée de tous les membres associés qui sont les seuls à disposer de la plénitude des droits et à exercer le droit de vote aux assemblées générales. Ils sont issus de quatre composantes: le mouvement socialiste au sens large; la Mutualité socialiste, la FGTB (fédérale, Interrégionale de Bruxelles et Interrégionale Wallonne), et de personnes issues de la société civile, du monde associatif et du monde politique progressiste, reconnues pour leur engagement et leurs compétences dans le domaine de la solidarité et des relations internationales.

En font partie, au 31 décembre 2016: Jean-Marie AMAND, Alain BEAUFORT, Brahim BENHADDOU, Thierry BODSON, Jacques BOURGAUX, Christelle BREYER, Dominic BRUMAGNE, Sébastien CHOQUET, Alain COHEUR, Marie-Caroline COLLARD, Tanguy CORNU, Rose EBOKO, Chiraz EL FASSI, Antonio GAMBINI, Stéphane GILLON, Etienne GODIN, Yves GOLDSTEIN, Frédéric GOSSELIN, Gwenaëlle GROVONIUS, Martini HAGIEFSTRATIOU, Delphine HOUBA, Véronique JAMOULLE, Gabrielle JOTTRAND, Marie-José LALOY, Rafael LAMAS, Pierre LARDOT, Florence LEPOIVRE, Philippe MAHOUX, Françis MARLIER, Jean-François RAMQUET, Isabelle SIMONIS, Marnic SPELTDOORN, Willy TAMINIAUX, Marc TARABELLA, Annuschka VANDEWALLE, Philippe VAN MUYLDER, Robert VERTENUEIL, Christiane VIENNE, Olga ZRIHEN.

#### Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de Solidarité Socialiste est l'instance de décision ultime en ce qui concerne la gestion et l'administration de l'association. En étaient membres au 31 décembre 2016: Brahim BENHADDOU, Jacques BOURGAUX, Dominic BRUMAGNE, Sébastien CHOQUET, Marie-Caroline COLLARD, Etienne GODIN, Gwenaëlle GROVONIUS, Martini HAGIEFSTRATIOU, Delphine HOUBA, Gabrielle JOTTRAND, Rafael LAMAS, Françis MARLIER, Jean-François RAMQUET, Willy TAMINIAUX, Philippe VAN MUYLDER, Olga ZRIHEN.

#### Le Bureau Exécutif

La composition du Bureau Exécutif au 31/12/2016 était la suivante :

Présidente : Delphine HOUBA

Vice-présidents: Françis MARLIER et Jean-François RAMQUET.

Secrétaire : Marie-Caroline COLLARD. Trésorier : Willy TAMINIAUX.

Invitées permanentes: Pascale BODINAUX et Veronique WEMAERE

#### Le Comité Directeur

L'association est dirigée par un Comité de direction. Il est composé de : la Présidente, Delphine HOUBA; de la Directrice, Veronique WEMAERE et de la Directrice Adjointe, Pascale BODINAUX. Les directeurs rendent compte au Bureau exécutif.

#### Le Personnel au 31 décembre 2016

Veronique WEMAERE (Directrice et Partenariat Maroc), Pascale BODINAUX (Directrice adjointe), Patrick ABEELS (Récolte de fonds et relations publiques), Odette CAPPE (Administration et secrétariat), Gladys CIFUENTES (Partenariat Bolivie et Colombie), Perrine CREVECOEUR (Partenariat Burkina Faso et veilles thématiques Nord, FPS), Sylvie DEMEESTER (Partenariat RD Congo et Burundi), Gilberto FERREIRA DA COSTA (Partenariat Guinée Bissau, FGTB, veille thématique Economie Sociale et Solidaire; en maladie et remplacé par Marie CHARLIER), Ioanna GIMNOPOULOU (Communication et Relations Publiques), Chantal JADOT (Coordination suivi/évaluation PGM; en maladie et remplacée par Nathalie FONTAINE), Saïfe KAYAL (Logistique et informatique), Alexandra NOËL (Ressources humaines), Casimir NSA-BIMANA (Gestion financière et comptable), François SARRAMAGNAN (Partenariat Palestine et Sénégal), Aurore SCHREIBER (Communication et action politique, en repos d'accouchement et remplacée par Stéphanie LECHARLIER), Karima SEBBAH (Suivi budgétaire des programmes).

